

Le Canada peut être chef de file sur la question climatique si ses dirigeants joignent le geste à la parole

29 juillet 2020

Mary Robinson est présidente du groupe « [The Elders](#) ». Elle a été Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Envoyée Spéciale de l'ONU pour les changements climatiques et première femme présidente de l'Irlande.

Nous sommes à un moment charnière de l'histoire. Le monde lutte pour contrôler la pandémie de COVID-19 et tente d'atténuer ce qui pourrait se révéler être la pire récession depuis près d'un siècle, mais pendant ce temps les mesures des États pour faire face à l'urgence climatique risquent d'être retardées, diluées, voire abandonnées.

La crise climatique n'a rien perdu de son urgence et le monde demeure dangereusement loin d'être en mesure de limiter le réchauffement climatique à moins de 1,5 °C au-dessus des niveaux de l'ère préindustrielle. Faute de hausser de manière draconienne nos ambitions sur la réduction des émissions de carbone, nous devons nous attendre à voir apparaître d'immenses souffrances dans les communautés vulnérables de la planète. Elles subiront davantage de pénuries d'eau, de chutes de rendement des récoltes et de vagues de chaleur potentiellement mortnelles.

Un leadership mondial est nécessaire afin de s'attaquer à la crise climatique et rebâtir une économie qui va au-delà des combustibles fossiles. Et le Canada a l'occasion, en intensifiant ses efforts en ce sens, de jouer le rôle de chef de file.

Le gouvernement de Justin Trudeau se concentre actuellement sur les mesures financières en réaction à la COVID-19, mais j'exhorte le premier ministre à tenir compte de la décision de l'Union Européenne de donner la priorité au Plan Vert dans le cadre des €750 milliards d'euros (1.18 mille milliards de dollars canadiens) récemment accordés au [plan de relance](#) et de prendre au sérieux les voix qui s'élèvent au sein des entreprises canadiennes et de la société civile appelant à une reprise respectueuse de l'environnement.

Le Canada jouit d'une réputation historique pour son leadership sur l'environnement. Mais malheureusement, cette crédibilité risque d'être compromise par une réticence à harmoniser les paroles avec des prises de décision ambitieuses.

Les chiffres récents démontrent que le Canada a engagé davantage de fonds publics en faveur des combustibles fossiles que tout pays du Groupe des 20 autre que la Chine. Selon un [rapport](#) publié en mai dernier par *Oil Change International* et *Friends of the Earth U.S.*, le Canada apporte en moyenne 10.6 milliards de dollars US d'aide aux entreprises pétrolières et gazières via Exportation et développement Canada.

En dépit de la reconnaissance publique de M. Trudeau de l'urgence climatique et d'arguments convaincants sur la nécessité d'une économie verte, cette tendance s'est maintenue malgré la pandémie. Depuis l'éclosion de la COVID-19, le site Energy Policy Tracker [estime](#) que le Canada et les provinces ont consacré 12 milliards de dollars US en soutien à l'industrie des combustibles fossiles et seulement 1,5 milliard de dollars US aux initiatives pour une énergie propre.

Le gouvernement canadien ne semble pas planifier l'interruption ni la réduction de l'aide aux entreprises canadiennes de combustible fossile. Il ne s'est engagé qu'à supprimer graduellement une aide financière qu'il qualifie simplement de subvention « inefficace » aux combustibles fossiles. Il y a dix ans, le Canada et ses partenaires du Groupe des sept ont pris cet engagement, mais depuis, peu de choses ont changé. Nous savons maintenant que limiter le réchauffement climatique à 1,5° C n'exige pas seulement de laisser en terre les réserves de combustibles fossiles, mais également d'accélérer la désaffectation des infrastructures existantes de charbon, de pétrole et de gaz.

Et malgré tout, les leaders canadiens persistent à aller dans la direction opposée.

Par exemple, le comportement équivoque du gouvernement sur l'expansion de la mine Vista a de quoi soulever des inquiétudes. Ce développement ferait de Vista l'une des plus importantes mines de charbon en Amérique du Nord, dont une grande partie serait destiné à l'Asie. Malgré tout, le gouvernement fédéral semble avoir l'intention de donner l'aval à cette expansion sans avoir d'abord réalisé une étude fédérale d'impact.

Comment peut-on concilier cette décision avec les ambitions du Canada de contribuer à l'élimination de l'énergie au charbon ? Le Canada a joué un rôle de premier plan au sein du projet *Powering Past Coal Alliance*, une initiative ambitieuse et louable pour supprimer graduellement l'utilisation et l'investissement dans l'énergie au charbon au pays et à l'étranger. En autorisant la mine Vista à accélérer sa production pour alimenter davantage de centrales thermiques au charbon à l'étranger, M. Trudeau risque d'affecter sérieusement la crédibilité de son pays en matière de changements climatiques.

Quand j'étais Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, je me suis souvent tournée vers le Canada pour faire avancer la cause de la justice mondiale grâce à sa capacité de persuasion morale. Cette disposition s'est illustrée lors des négociations de l'Accord de Paris où le Canada a joué un rôle majeur dans l'adoption de cibles ambitieuses.

Le Canada doit demeurer une force crédible pour des actions ambitieuses en faveur du climat. J'espère que les Canadiens se joindront à moi pour appeler leur gouvernement à harmoniser ses politiques avec ses responsabilités en matière de

changements climatiques et à faire preuve du leadership exemplaire sur la scène mondiale qu'il a démontré dans le passé.

Nous ne pouvons nous permettre d'attendre d'être au milieu de la crise économique qui s'en vient pour accélérer notre réponse au climat. Le Canada a l'opportunité de prendre le leadership et de démontrer que les considérations sur les changements climatiques peuvent et doivent figurer au centre du processus décisionnel du gouvernement en ces temps sans précédent.